

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 007/RDC/VSV/CE/2017

LA VSV DEMANDE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE SE CONFORMER A L'ESPRIT ET A LA LETTRE DE L'ACCORD DU 31 DECEMBRE 2016 EN DEMETTANT DE SES FONCTIONS LE PREMIER MINISTRE BRUNO TSHIBALA

La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV) a constaté avec surprise inouïe le déploiement combien impressionnant et intimidant des centaines de militaires et de policiers, des véhicules antiémeutes, des camions citernes à eau chaude... par les autorités congolaises en vue d'empêcher ou mieux d'étouffer les manifestations publiques annoncées par l'opposition politique, lundi 10 avril 2017, pour réclamer le respect et la mise en œuvre intégrale de l'Accord du 31 décembre 2016, et ce, sur toute l'étendue de la RDCongo.

Pour la VSV, la surmilitarisation des villes ce lundi 10 avril 2017, prouve indubitablement qu'il existe bel et bien un grand fossé entre les dirigeants congolais et la population du fait de la non prise en compte des attentes de cette dernière. Il y a donc une réelle crise de légitimité entre les animateurs des institutions et la population congolaise sinon l'empressement et la détermination à déployer des policiers et militaires ne se justifierait pas quand on croit réellement être avec le peuple.

La VSV constate que loin d'être un échec comme l'ont prétendu certains responsables de la Majorité Présidentielle (MP), l'appel à manifester de l'opposition politique a été bien compris par la population qui a réussi à paralyser tous les secteurs de la vie nationale. Le fait que toutes les grandes artères et les rues de Kinshasa ainsi que celles de grandes villes des provinces aient été occupées par des policiers et des militaires en lieu et place de la population prouve de plus en plus le recul démocratique et le retour au galop de la dictature mobutienne de triste mémoire.

La VSV dénonce toutes les interpellations des paisibles citoyens survenues dans certaines villes dont Kinshasa, Mbuji-Mayi, Lubumbashi, Bukavu, Mbandaka, Kindu,... ainsi que des blessés et exige la libération immédiate et sans condition des personnes interpellées. Elle dénonce également les entraves au travail des Défenseurs des droits Humains dont entre autres l'enlèvement de Jonas Tshiombela, Coordonnateur de la Nouvelle Société Civile Congolaise (NSCC) alors qu'il faisait la ronde pour faire l'état de

lieux sur l'appel à manifester lancé par l'opposition politique en RDCongo et l'arrestation de Jean-Pierre MUTEBA de la Nouvelle Dynamique Syndicale basée à Lubumbashi.

La VSV fustige les prestations de certains cadres de la Majorité Présidentielle qui, au lieu de bien conseiller le Président de la République ne font que l'induire au jour le jour en erreur pour enfin l'abandonner seul le moment venu. La VSV demande donc au président de la République de s'inspirer de l'exemple de feu Maréchal Mobutu qui s'est vu seul à la fin de son règne car abandonné par tous et surtout ceux qui avaient profité de son règne pendant de nombreuses années.

Aussi, il n'est pas trop tard pour le Président Kabila de reconquérir la confiance de la population congolaise. Le moindre mal pour le Président de la République, c'est d'être à l'écoute de nombreuses voix qui s'élèvent au niveau national et international lui demandant de respecter l'Accord du 31 décembre 2016 et se conformer à la résolution 2348 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

En vue de décrier le climat politique actuel très tendu et susceptible de déboucher sur les violations massives des droits humains, la VSV invite le Président de la République **à démettre de ses fonctions le Premier Ministre récemment nommé en l'occurrence monsieur Bruno Tshibala** et ce, non seulement pour honorer le travail fait pendant de nombreux mois par la Conférence Nationale Épiscopale du Congo (CENCO) pour obtenir l'inclusivité mais également pour rassurer la population congolaise que les élections auront bel bien lieu en décembre 2017.

En définitive, il convient de souligner que sans l'appui et la confiance de la population congolaise ainsi que le soutien indispensable de la Communauté Internationale, M. Bruno Tshibala ne résoudra aucun problème pour apaiser les esprits. La VSV pense qu'à travers la démission de l'actuel Premier Ministre récemment nommé, la tension qui couve sous forme de poudrière prête à exploser baisserait et cela contribuerait à prévenir la commission d'autres violations des droits humains en RDCongo.

Fait à Kinshasa, le 11 avril 2017.

LA VOIX DES SANS VOIX POUR LES DROITS DE L'HOMME (VSV)